



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4634
20 janvier 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE LE 20 JANVIER 1961
PAR LE REPRESENTANT DE L'URSS

Monsieur le Président,

Je vous transmets ci-joint le texte d'une déclaration en date du 18 janvier 1961 de la délégation de l'URSS auprès de l'ONU au sujet de la remise aux colonialistes belges de M. Patrice Lumumba, Premier Ministre de la République du Congo, et d'autres hautes personnalités congolaises.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire publier le texte de cette déclaration en tant que document officiel de l'ONU.

Veuillez agréer, etc.

Le représentant permanent de l'URSS
auprès de l'ONU

Signé : V. ZORINE

18 janvier 1961

DECLARATION DE LA DELEGATION DE L'URSS AUPRES DE L'ONU AU SUJET
DE LA REMISE AUX COLONIALISTES BELGES DE M. PATRICE LUMUMBA,
PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO, ET D'AUTRES HAUTES
PERSONNALITES CONGOLAISES

On vient d'apprendre que M. Patrice Lumumba; Premier Ministre de la République du Congo, ainsi que deux autres hautes personnalités congolaises - M. Joseph Okito, Président du Sénat, et M. Maurice Mpolo, Ministre de la jeunesse, - arbitrairement privés de leur liberté par les bandes armées de Mobutu, ont été transférés de la région de Léopoldville, où ils étaient illégalement détenus, dans une prison située sur le territoire du Katanga. On a appris également qu'à cette occasion le chef du Gouvernement légitime du Congo et ses deux compagnons ont été cruellement battus et ont subi toutes sortes d'outrages.

C'est là un nouveau crime révoltant des meneurs du régime illégal qui existe actuellement au Congo, qui constitue de la part de ceux-ci un nouveau défi manifeste à l'égard de l'Organisation des Nations Unies. En réalité, le transfert de MM. Lumumba, Okito et Mpolo sur le territoire du Katanga n'est rien d'autre que leur livraison pure et simple aux colonialistes belges, puisque le régime établi au Katanga est celui de l'occupation belge et que toutes les affaires sont en fait réglées par l'administration coloniale belge et son homme de paille Tschombé.

Le nouvel acte criminel dont ont été victimes les chefs nationaux du peuple congolais révèle une fois de plus sans équivoque possible les buts réels des colonialistes belges, de leurs alliés de l'OTAN et des fantoches à leur solde. Depuis la remise aux Belges de MM. Lumumba, Okito et Mpolo, personne ne peut plus avoir aucun doute sur ce que représente le régime actuellement établi au Congo et sur ceux qui sont derrière lui.

Il convient de souligner que ce nouveau crime à l'égard des chefs nationaux du Congo a été commis presque immédiatement après que le Conseil de sécurité a examiné la question de l'intensification des actes agressifs de la Belgique contre la République du Congo, qui ont été condamnés énergiquement par la majorité des pays du monde. Une fois de plus on doit constater une vérité évidente : c'est que la Belgique, forte de l'appui de ses alliés à l'OTAN, n'a pas l'intention de tenir compte des décisions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale pas plus que de l'opinion publique mondiale.

/...

Aussi bien l'emprisonnement arbitraire de M. Lumumba et de ses compagnons, à la suite de l'agression dont ils ont été victimes de la part des bandes de Mobutu, que les actes récents de violence à leur égard ont eu lieu sous les yeux du Commandement de la "Force des Nations Unies" au Congo. Ainsi, ni le Commandement de la "Force des Nations Unies" ni le Secrétaire général ne peuvent rejeter la responsabilité de ces actes organisés pour faire plaisir aux colonialistes.

Au sujet des faits ci-dessus mentionnés, la délégation de l'URSS auprès de l'ONU a fait le 18 janvier des représentations au Secrétaire général de l'ONU, en exigeant résolument qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour faire immédiatement libérer MM. Lumumba, Okito et Mpolo et assurer leur sécurité personnelle.
